

Aux Finances Publiques aussi, nous avons toutes les raisons d'être mobilisés

Le ras le bol des restructurations, des dégradations du service public, des suppressions d'emplois, du démantèlement du service de proximité se répand et se fait entendre dans le réseau Finances Publiques !

En Bourgogne-Franche Comté, les suppressions de SIE, de CDIF, de services de la redevance audiovisuelle, les fermetures de trésoreries et les fusions de service vont déjà bon train !

En Saône et Loire, où situons-nous notre seuil de tolérance?

➤ Deux décennies ont suffi pour fermer plus d'une quinzaine de trésoreries rurales dans le département : Saint Gengoux le National, Saint Bonnet de Joux, Saint Léger sur Dheune, Montpont, Montret, Salornay sur Guye, Issy l'Evêque, Saint Christophe, Montchanin, Palinges, Mervans, Saint Léger sous Beuvray, Saint Germain du Plain, Saint Martin en Bresse, Givry...

Verdun et Cuiseaux sont ciblées comme étant les prochaines fermetures ;

➤ **99 emplois ont été supprimés en cinq ans** alors que les charges de travail n'ont pas diminué et que les nouvelles technologies génèrent de nouveaux traitements ;

➤ **dans la dernière décennie, les restructurations n'ont pas épargné le département :** constitution des Pôles Enregistrement, des Pôles Contrôle Expertise, des Pôles Recouvrement Forcé puis Pôles Recouvrement Spécialisé, des Pôles Contrôle Revenus Patrimoine, des Services de Publicité Foncière, des PELP, des PTGC, dislocation des CDIF, du Contrôle de la redevance audiovisuelle, constitution des SIP, des SIE, etc.

➤ et les projets de restructurations ne manquent pas : les années 2017-2018 risquent d'être douloureuses pour notre réseau tant au niveau des annonces que des actes !



Restructurations dans les directions



La CGT Finances Publiques 71 ne se satisfait pas des orientations retenues qui attaquent notre réseau et donc nos missions.

Nous le rappelons sans cesse à l'administration locale.

Nous militons et agissons, au contraire, pour un renforcement du réseau des finances publiques sur le territoire (cf, par exemple, notre action en faveur de la préservation du site de Verdun).

Nous réfutons l'argument de la Dg, et repris en local, "qu'il nous faut nous adapter pour ne pas disparaître".

➤ **Jusqu'où irons-nous dans la régression en dégainant sans cesse ces éléments de langage ?** Nous craignons que ce modèle de (contre-)réforme, déjà mis en oeuvre dans le secteur privé (voir Continental, voir Goodyear, voir Air France, etc) n'aboutisse plutôt à "s'adapter PUIS disparaître".



➤ Nous ne le rappellerons jamais assez : ce sont des choix politiques qui décident du sort de notre administration. De l'argent, il y en a...pour d'autres secteurs et en particulier pour celui qui ne s'accommode pas de nos missions de contrôles..!

Pourtant, nous le savons tous, notre administration a un rôle primordial dans le rétablissement des finances publiques.

Mais pas en rendant des emplois et en restreignant nos budgets..! La CGT Finances Publiques 71 n'accepte pas ce dialogue social biaisé, dans lequel l'administration prédéfinit les cadres de la discussion et annonce ces décisions lors des instances sans aucune concertation.

La période actuelle cloue au pilori toute forme de contestation et jette le discrédit sur les organisations qui refusent le dogme libéral qui prétend nous faire entrer dans le *monde moderne* et de progrès. La CGT, bien évidemment, est particulièrement ciblée.

Toutefois, prenons le temps d'analyser la dernière décennie écoulée dans notre administration. Bon nombre de réformes (*définition de "réforme" : changement de caractère profond, radical apporté à quelque chose, en particulier à une institution, et visant à améliorer son fonctionnement. Corriger, changer en bien ou en mieux*) ont été entreprises. Il est impératif de confronter la succession des réformes aux résultats produits.

➤ Où sont les *progrès* ? Dans l'emploi ? Les conditions de travail ? Les budgets ? Les services rendus ? Les rémunérations ? Les règles de gestion ? Les droits et garanties ?

Comme la population, dont nous sommes parties intégrantes, nous devons nous adapter à toujours moins, alors que d'autres ne cessent d'en accumuler toujours plus !

C'est pour cette raison que nous continuerons à revendiquer d'autres voies sur la base de nos propositions. Mais pas sur le mode de "*l'accompagnement*" très prisé actuellement.

*C'est pour toutes ces raisons qu'aux Finances
nous avons toutes les raisons d'être mobilisés !*

**TOUS DANS LA GREVE ET
LA MANIFESTATION NATIONALE LE 14 JUIN 2016**

